

Nous manquons de jeunes : Accueillons de jeunes apprentis européens !

Paru dans l'Hebdo du 21 juin 2013

La Suisse ne forme pas suffisamment de personnel de santé, de médecins, d'infirmiers, d'ingénieurs, d'informaticiennes, la rengaine est connue et les milieux politiques proposent régulièrement des mesures sectorielles. Plus aucun colloque autour de la formation sans que soit ajouté un couplet sur les solutions à apporter dans le domaine des MINT (mathématique – informatique – nouvelles technologies) et dans celui de la santé.

Ces deux dernières années, un autre phénomène est apparu. Pour la première fois en 2011, puis en 2012, le nombre de places d'apprentissage en Suisse est plus élevé que le nombre de jeunes qui cherchent une place. Cela ne signifie pas que tous les jeunes qui sortent de l'école obligatoire trouvent rapidement chaussure à leur pied, beaucoup doivent galérer avant de décrocher la place de leur rêve, car certaines professions sont plus prisées que d'autres.

Mais vu à l'échelle nationale, le fait que des places restent inoccupées préoccupe, surtout dans de nombreuses professions liées aux PME. Pour exemple, dans les métiers du bâtiment, chauffagistes, plombiers, installateurs en énergies nouvelles, électriciens, la relève n'est pas assurée et, selon les secteurs, les chefs de ces petites entreprises sont, pour plus de la moitié, âgés entre 55 et 65 ans : la question de la pérennité de ces PME se pose dans les mêmes termes que pour les médecins de famille dans les régions périphériques...

Un coup d'œil sur les statistiques démographiques met en évidence que les élèves qui quitteront l'école jusqu'en 2020 seront moins nombreux. Il est donc temps de voir les choses en face, il ne suffira pas de vouloir pousser plus de jeunes dans la voie de l'apprentissage ou dans celle des études pour résoudre cette équation, car les apprentis et étudiants ne sont pas issus d'une génération spontanée ; nous connaissons leur nombre dès leur entrée à l'école, soit douze ans avant leur choix professionnel. Le constat est cruel : nous manquons de jeunes !

L'économie comblera les manques de personnel en allant chercher la main d'œuvre nécessaire à l'étranger. Ne serait-ce pas plus adéquat et juste que la Suisse assume sa part de formation pour le personnel dont elle a besoin ? Dans le domaine de la santé tout particulièrement il est éthiquement indéfendable pour un pays aussi riche que le nôtre d'importer médecins, infirmières et autres assistants en soin des pays voisins, qui font de même avec leurs autres voisins, dans un jeu de dominos préjudiciable au final aux pays les plus pauvres.

Notre formation professionnelle duale, liée étroitement aux entreprises, est une richesse que nous envient de nombreux pays d'Europe, confrontés au taux de chômage catastrophique des jeunes. Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation croule sous les demandes internationales en vue de conseils pour réformer leur propre système de formation professionnel et de donner enfin un espoir d'avenir à leur jeunesse.

Monsieur Le Conseiller fédéral Schneider-Ammann, n'est-il pas temps de donner un signal fort ? Nous devons, dans un premier temps, montrer à chaque jeune de ce pays, indépendamment de son origine ou de son statut, qu'il est, qu'elle est attendue dans le monde du travail, pour y construire son avenir et le nôtre. Mais cela ne suffira pas.

La ministre allemande de la formation a proposé d'accueillir cinq mille jeunes espagnols pour un apprentissage en Allemagne. Monsieur le Ministre de la formation, prenez acte de notre déficit de jeunes ; décidez, vous aussi, une telle initiative pour occuper dès cet automne toutes les places d'apprentissage disponibles dans nos entreprises !

Josiane Aubert, conseillère nationale